

EDITORIAL

LUXEMBOURG ET SHOAH

Au-dessus de tout soupçon

Renée Wagener

Elio di Rupo présente les excuses de la Belgique à la communauté juive concernant les torts causés par les administrations durant la Deuxième Guerre mondiale. Et le Luxembourg ?

L'historien Serge Hoffmann, dans une lettre ouverte publiée au « tageblatt », vient de demander à Jean-Claude Juncker si l'État luxembourgeois ne devait pas suivre l'exemple belge en matière de traitement de l'Holocauste. Elio di Rupo vient de s'excuser, au nom de l'État belge, pour la responsabilité de la Belgique dans la déportation des personnes juives: « [A] travers l'implication d'un certain nombre d'autorités, l'État belge a adopté une attitude beaucoup trop docile. Il faut le reconnaître officiellement : ces autorités ont mené avec l'occupant allemand dans des domaines cruciaux une collaboration indigne ; indigne d'une démocratie, indigne de nos valeurs fondamentales ». Di Rupo n'est d'ailleurs pas le premier à reconnaître cette responsabilité, Verhofstadt l'avait déjà fait en 2002, certains bourgmestres l'avaient suivi.

Il faut saluer le courage, mais surtout l'énergie dont fait preuve Serge Hoffmann en posant la question de la responsabilité du Luxembourg par rapport à l'Holocauste. Car au grand-duc, la question d'une prise de position officielle s'est déjà posée plusieurs fois sans que le gouvernement ne réagisse. En l'an 2000, l'église catholique luxembourgeoise avait fait son mea culpa général, qui incluait également ses rapports avec la communauté juive. Cela n'a pas inspiré le gouvernement à mener une réflexion sur ses propres responsabilités historiques. En 2005, le ministre des Affaires étrangères Jean Asselborn a participé à la journée de la mémoire pour les victimes de la Shoah à Cinq-fontaines. Dans son discours, il a bien évoqué l'antisémitisme présent au Luxembourg de l'entre-deux-guerres, mais il n'a pas abordé l'attitude de la « Verwaltungskommission » qui avait remplacé le gouvernement en exil, évoquée par Serge Hoffmann.

En 2009, la Commission spéciale pour l'étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg pendant les années de guerre, a acquitté les autorités luxembourgeoises de l'époque de leurs responsabilités dans les persé-

ctions et n'a admis une responsabilité qu'en ce qui concerne les dédommagements d'après-guerre.

Serge Hoffmann corrige l'image présentée par cette commission d'un État luxembourgeois de l'époque au-dessus de tout soupçon. Si d'autres collègues historiographes l'ont fait également, personne n'a posé la question de la responsabilité directement au président du gouvernement. Ce faisant, il ouvre la boîte de Pandore sur la question de savoir si les gouvernements d'après-guerre sont responsables des actes du gouvernement d'avant-guerre, de celui en exil et de la « Verwaltungskommission » qui continuait à travailler après l'introduction des lois raciales au Luxembourg.

La Belgique et d'autres pays ont accepté cette responsabilité, traduisant l'approche politique selon laquelle les torts faits par un État ne sont pas effacés par un simple changement de gouvernement ou par le temps qui passe. Le gouvernement luxembourgeois ne paraît même pas vouloir prendre ses responsabilités pour les torts qui ont bel et bien été retenus comme tels par la commission sur les spoliations. La commission sur les spoliations avait pourtant relevé que l'obtention de dédommagements avait été refusée aux victimes sans nationalité luxembourgeoise.

Sur un plan plus symbolique, elle avait également admis qu'au Luxembourg également « le caractère paradigmatique de la Shoah comme génocide n'a pas été reconnu, que les victimes juives ont été considérées comme étant des victimes comme toutes les autres, d'ailleurs souvent dans la peur de retomber dans la discrimination ». Et elle avait formulé en conclusion de son rapport final tout un catalogue de recommandations au gouvernement : indemniser symboliquement toutes les personnes juives ayant subi la persécution nazie sur le territoire luxembourgeois, construire un monument national de la Shoah, créer une Fondation de la mémoire de la Shoah au Luxembourg...

Le premier ministre est en place depuis 1994. N'ayant pas véritablement saisi les nombreuses occasions qui se sont présentées pour aller de l'avant, il a manqué son rendez-vous avec l'histoire. Va-t-il au moins répondre à la question de Serge Hoffmann ?

NEWS

NEWS

Arbeitslosigkeit: Jugend ohne Zukunft? S. 3

Entwicklungshilfe: Geben und nehmen S. 4

REGARDS

Nationalité: Réforme avec des gants p. 6

Energiepass: Aus Alt wird Neu S. 8

Mode: Mode de vie p. 10

Tensions en Libye: Crime et réactions p. 12

Mali: Gewehre gegen Gebete S. 14

(Illustration de couverture : serve.lu)